

**ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION** Des avancées notables en matière de répartition de la valeur et de relations commerciales qui restent à formaliser par des textes de loi.

# Donner force de loi aux bonnes intentions

Pour la première fois, le débat, notamment celui de la répartition de la valeur au sein des filières agricoles, a été posé sans tabou, se sont félicités les responsables agricoles cantaliens, plutôt satisfaits de la première phase des États généraux de l'alimentation qui doit aboutir à des plans de filières d'ici quelques jours avant une conclusion générale mi-décembre et une loi promise au premier semestre 2018. "Jusqu'à présent, toutes les lois, dont la LME mais pas seulement, étaient écrites pour ceux qui vendaient nos produits, à eux la valeur, à nous la compassion...", a rappelé Patrick Bénézit, qui a participé à l'atelier 7 sur l'amélioration des relations commerciales et contractuelles. Un atelier qui a acté des mesures d'encadrement commercial propices à la protection du prix et

donc du revenu pour les producteurs.

## Coûts de production : c'est possible !

Parmi les principales : des sanctions pour la pratique de prix abusivement bas, une clause de renégociation automatique des prix, l'introduction des coûts de production et de revient basés sur l'observatoire des prix et des marges dans toute la chaîne contractuelle - à l'image de ce qu'a instauré la filière Éleveur & Engagé - et la volonté affichée de faire évoluer la réglementation européenne pour pouvoir négocier collectivement le prix des productions agricoles. "Le gouvernement veut aller dans le bon sens, on sent une volonté très forte de sortir de ce marasme, c'est un espoir pour la filière agricole française qui produit de la



Patrick Bénézit et Bruno Dufayet ont fait un bilan d'étape des États généraux.

qualité", a réagi la sénatrice PRG Josiane Costes. Si ces principes sont validés, reste à leur donner force de loi (la profession milite pour des ordonnances) et à les

traduire concrètement. Et si l'ensemble des acteurs s'est engagé à travers une charte, déjà les objections se font jour sur la définition des coûts de production.

"La démarche Éleveur & Engagé montre que c'est possible, mais ça passe par une vraie transparence", a souligné Bruno Dufayet.

Ce dernier a par ailleurs fait état du deuxième chantier des EGA, en faveur d'une "alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous". Cependant, pour la profession, pas question d'un nouveau Grenelle de l'environnement. "On a déjà fait beaucoup. On a dépassé l'objectif du plan Éco-antibio. On est OK pour faire encore des progrès. On a aussi des solutions à apporter...", a indiqué Patrick Bénézit. Des efforts qui rendent d'autant plus inacceptable le "grand écart" de Bruxelles prête à laisser entrer dans l'UE des produits bien loin des normes qu'elle impose à ses producteurs.